

La soutenance de mémoire - *pilier migration et citoyenneté* - de

Madame Cecilia Mathys

Pour une solidarité avec les migrants en situation de séjour irrégulier

Les formes de l'action collective à Lausanne

aura lieu le

9 septembre 2015 à 09h30

au Faubourg de l'Hôpital 27
Institut de sociologie - salle 002

Directrice de mémoire : Christin Achermann
Expert : Gianni D'Amato

La migration irrégulière est une notion vaste qui recouvre un panel de trajectoires individuelles complexes et singulières. Au regard des différents dispositifs légaux qui régissent les conditions d'entrée et de séjour des personnes migrantes, nombreuses sont les configurations qui mènent à une « irrégularité administrative » : perte d'un permis, décision négative après une procédure d'asile, absence de contact avec les autorités, etc. Dans la majorité des cas, les personnes en situation de séjour irrégulier portent les stigmates d'une exclusion quasi totale, dans la mesure où les répercussions de l'irrégularité administrative s'étendent dans tous les domaines de la vie sociale (logement, travail et formation, sécurité sociale, santé, etc.).

Face à un environnement légal restrictif en matière de régularisation, les voies de sorties de l'irrégularité ou les opportunités d'améliorer son statut se résument dans le cas helvétique aux procédures individuelles appliquées de manière restrictive, renforçant ainsi les mécanismes de la migration irrégulière. Fort de ce constat, une question fondamentale émerge : quelles sont les « voies alternatives » qui permettent d'assurer aux individus en situation de séjour irrégulier et/ou précaire le « droit d'avoir des droits » ?

A Lausanne, les « voies alternatives » peuvent être envisagées comme autant d'interstices au sein du système politico-administratif, investies par des unités de la société civile (association, collectif, institutions) qui composent aujourd'hui un réseau de solidarité en faveur de la défense, du soutien et de l'accompagnement des individus en situation de séjour irrégulier et/ou précaire. Historiquement, ce réseau s'est formé et densifié le long des différentes mobilisations qui ont traversés le canton de Vaud, du mouvement de défense des réfugiés chiliens au milieu des années 70 jusqu'au mouvement pour le Refuge Saint-Laurent aujourd'hui.

A l'aide des outils conceptuels fournis par la sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective, l'objectif de ce travail est donc d'éclairer le fonctionnement de ce réseau de solidarité, qui s'inscrit dans un système d'économie de ressources (matérielles et symboliques) disponibles à l'action et dans une structure d'opportunités politiques. Pour ce faire, j'ai effectué plusieurs entretiens avec des militants actifs dans différents segments du réseau de solidarité (syndicat, collectif, permanences sociales) et un terrain au sein du mouvement pour le Refuge Saint-Laurent. Cette partie empirique m'a permis d'accéder aux représentations des acteurs mobilisés, mais aussi d'observer les différentes composantes de l'action collective d'un mouvement tel que celui pour le Refuge Saint-Laurent.